



# « RAFLES, TRI, CAMPS : C'EST ÇA SELON VOUS L'ACCUEIL DES MIGRANTS ? »

**Des personnes solidaires interpellent Pascal Brice,  
Anne Hidalgo et Giusi Nicolini**

**Accueil :** « Manière de recevoir qqn, de se comporter avec lui quand on le reçoit ou quand il arrive. V. Abord, traitement. Faire bon, mauvais accueil à qqn (et fig. à une idée, etc) » (Petit Robert)

**Rafle :** « Arrestation massive opérée à l'improviste par la police dans un quartier ou établissement suspect. V. Descente (de police) ; filet (coup de) » (Petit Robert).

Aujourd'hui, **Pascal Brice** (directeur de l'Ofpra) **Anne Hidalgo** (maire de Paris) et **Giusi Nicolini** (maire de Lampedusa) viennent parler à l'Opéra Bastille de leur engagement sur la question des réfugiés. Nous, personnes solidaires des migrant.e.s, non conviées, pas plus d'ailleurs que les migrants eux-mêmes, avons décidé de leur poser une question chacun.e.

## **Question à Pascal Brice.**

Pour les migrant.e.s abandonné.e.s dans les rues de Paris, l'été a été marqué par des **violences policières** (chiens lâchés, tasers, lacrymogènes, charges, destruction des affaires, insultes racistes). Durant le seul mois d'Août, on a compté **14 rafles**, avec de nombreux blessés et hospitalisés. Présents sur le terrain, avons recensé **2500 arrestations**, qui ont débouché sur au minimum **64 placements en Centres de Rétention Administrative**, et plus de **250 Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF)**. Ces rafles ont eu lieu en pleine journée, sur les campements de Jaurès-Stalingrad. La queue des demandeurs d'asile de France Terre d'Asile a elle-même été prise pour cible par la police. La coordination française du Droit d'Asile a dénoncé des mesures visant à décourager les migrants de déposer une demande d'asile.

De même que le déploiement policier à la frontière italienne, qui les empêche de gagner le territoire français pour y déposer une demande conformément au droit international, ces OQTF ont pour but de créer des obstacles aux demandeurs d'asile. Elles ont été distribuées à des personnes qui n'ont comme torts que d'être abandonnés à la rue par l'Etat et d'attendre des mois un premier rendez-vous que la loi est censée leur garantir sous 72 heures.

**M. Brice, vous qui ne cessez de vous enorgueillir à titre personnel lors de vos interviews des valeurs de l'asile politique de la France, avez-vous quelque chose à ajouter à votre silence après chacune de ces rafles, qui entravent un droit dont vous êtes pourtant le représentant officiel ?**

### Question à Anne Hidalgo.

Le projet d'un « camp humanitaire » pour migrants primo-arrivants est devenu le nouvel alibi des autorités défailtantes en matière d'accueil. ***Mais pourquoi un camp alors qu'il existe 100 000 logements vides à Paris?*** Sa localisation dans un no man's land à l'ombre du périphérique opère une mise à l'écart et confirme la volonté d'invisibiliser une présence « gênante ». On sait déjà les effets désastreux de ce type de relégation déjà expérimentée à Calais. En expulsant les migrants hors de la ville, les solidarités populaires ont été attaquées et cela a fait le lit de la xénophobie.

***Madame Hidalgo***, vous qui n'avez jamais mis les pieds sur un campement parisien, nous vous rappelons que des dizaines de femmes, d'enfants et de mineurs isolés dorment actuellement à la rue et que c'est la responsabilité de votre municipalité de prendre en charge les personnes vulnérables. En matière d'engagements, **les seuls résultats tangibles de votre action** sont : **des grillages ségrégationnistes anti-migrants, des fermetures de toilettes publiques aux abords des campements, des services propreté qui jettent leurs tentes et leurs affaires de couchage.**

***Madame Hidalgo, dans le droit fil de cette ségrégation urbaine, est-ce un Hotspot de tri des migrants, que vous allez créer à Paris ?***

### Question à Ciusi Nicolini.

Comment concilier l'image de **Lampedusa** en tant que « modèle de l'accueil en Europe » avec la réalité de son **Hotspot insalubre. Des violences policières** pour forcer les migrant.e.s à déposer leurs empreintes, ce qui via le règlement de Dublin, porte atteinte à leur liberté de décider dans quel pays d'Europe demander l'asile ?

***Comment accepter le fait que cette île de 12km de long ne possède même pas un hôpital pour soigner les migrant.e.s*** (ni d'ailleurs ses habitants autochtones) ? ***Qu'elle est sur-militarisée (drones, radars, agents frontex, gardes côtes) ? Est-ce accueillir que d'interdire à des migrants souffrant d'accoster avant minuit, pour les diriger vers un centre de rétention ?***

### Question au public.

***Est-ce bien pour célébrer ces réalités sordides et applaudir ces élites qui les revendiquent que nous sommes conviés à l'Opéra Bastille ?***

